

T1

Premier trimestre 2006
Rapport aux actionnaires
12 semaines terminées le 25 mars 2006



Loblaw™

LES COMPAGNIES LOBLAW LIMITÉE

Les Compagnies Loblaw limitée Rapport du premier trimestre 2006 aux actionnaires

Énoncés Prospectifs

Le présent rapport trimestriel, y compris le rapport de gestion, de Les Compagnies Loblaw limitée et de ses filiales (collectivement appelées la « société » ou « Loblaw ») contiennent des énoncés prospectifs qui reflètent les attentes de la direction en ce qui concerne les objectifs, plans, buts, stratégies, future croissance, résultats d'exploitation, rendement, perspectives et occasions d'affaires. Ces énoncés prospectifs comprennent les prévisions à l'égard du chiffre d'affaires et du bénéfice pour 2006. Ces énoncés prospectifs sont généralement désignés par des mots ou expressions comme « anticiper », « s'attendre à », « croire », « estimer », « avoir l'intention de » et d'autres expressions similaires.

Ces énoncés prospectifs ne sont pas des garanties, mais seulement des prédictions. Bien que la société estime que ces énoncés reposent sur des informations et des hypothèses qui sont à jour, raisonnables et complètes, ces énoncés sont nécessairement assujettis à plusieurs facteurs qui peuvent faire en sorte que les résultats réels diffèrent considérablement des estimations, prévisions et intentions. Ces différences peuvent être causées par des facteurs qui comprennent, sans toutefois s'y limiter, les changements dans les dépenses et les préférences des consommateurs, une augmentation de la concurrence résultant entre autres de l'arrivée de nouveaux concurrents et de l'expansion des concurrents actuels, la capacité à réaliser les économies prévues, y compris celles résultant de mesures de restructuration et de réduction des coûts, la capacité de mener à terme efficacement les plans de restructuration, les relations de la société avec ses salariés, le résultat des négociations collectives, y compris les modalités des futures conventions collectives, les modifications des exigences réglementaires qui touchent les activités actuelles ou futures de la société, les changements dans les impôts à payer de la société, qu'il s'agisse de modifications des lois fiscales ou de cotisations futures, les résultats de ses fournisseurs indépendants, les événements touchant la santé publique, la capacité de la société à attirer et à retenir des dirigeants clés et les questions d'approvisionnement et de contrôle de la qualité avec ses fournisseurs. La société met en garde le lecteur que la liste de ces facteurs n'est pas exhaustive. Ces facteurs et d'autres risques et incertitudes sont présentés dans les documents de la société déposés, de temps à autre, auprès des autorités de réglementation des valeurs mobilières au Canada, y compris dans la section Risques et gestion des risques du rapport de gestion compris dans le rapport annuel 2005 de la société.

Les hypothèses utilisées dans les énoncés prospectifs inclus dans le présent rapport trimestriel, y compris le rapport de gestion, comprennent ce qui suit : conjoncture pour 2006 généralement conforme aux prévisions, habitudes de consommation raisonnablement conformes aux tendances historiques, aucune augmentation de la concurrence résultant de l'arrivée sur notre marché de nouveaux concurrents importants ni de l'expansion majeure inattendue des concurrents actuels, réalisation des économies prévues découlant des activités de restructuration, exécution efficace de la suite des activités de restructuration, aucun arrêt de travail majeur en 2006, performance des fournisseurs indépendants conforme aux attentes pour l'année.

Les éventuels investisseurs et autres lecteurs sont donc invités à examiner ces facteurs avec soin lorsqu'ils évaluent ces énoncés prospectifs et sont avisés de ne pas accorder trop d'importance à ces facteurs. Les énoncés prospectifs contenus dans le présent rapport trimestriel, y compris le rapport de gestion, sont faits en date du dépôt du présent rapport trimestriel et la société ne s'engage pas à les mettre à jour publiquement pour refléter de nouvelles informations, des événements futurs ou pour tout autre motif. Compte tenu de ces risques, incertitudes et hypothèses, il est possible que les événements décrits dans les présents énoncés prospectifs surviennent ou non. La société ne peut assurer que les résultats ou événements prévus se réalisent.

Table des matières

1	Rapport aux actionnaires	17	Bilans consolidés
3	Rapport de gestion	18	États consolidés des flux de trésorerie
16	États consolidés des résultats	19	Notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés
16	États consolidés des bénéfices non répartis		

Rapport aux actionnaires

Le bénéfice net de base par action ordinaire du premier trimestre de Les Compagnies Loblaw limitée a été de 51 cents, en comparaison de 52 cents en 2005, soit une baisse de 1,9 %. Après redressement afin de tenir compte de l'incidence des charges de restructuration et autres charges, de l'incidence nette de la rémunération à base d'actions et des contrats à terme de capitaux propres connexes de même que de l'incidence des entités à détenteurs de droits variables, le bénéfice net de base par action ordinaire redressé¹⁾ pour le trimestre totalisait 54 cents par rapport à 67 cents pour la période correspondante de 2005, soit une diminution de 19,4 %.

Comme elle l'a mentionné à maintes reprises antérieurement, la société avait prévu que le bénéfice net de base par action ordinaire redressé¹⁾ pour le premier trimestre serait inférieur à celui enregistré au cours de la période correspondante de 2005. Ce repli est en grande partie attribuable aux défis que la société a dû relever pendant l'exécution des changements prévus à ses systèmes, à son réseau d'approvisionnement de même que dans les secteurs de la marchandise générale et de la pharmacie, amorcés en 2005, et dont les effets se font encore sentir. Au début de 2006, l'amélioration du niveau de service, particulièrement dans les rayons de la marchandise générale, et la disponibilité garantie des produits en magasin afin de soutenir les programmes de mise en marché ont été la priorité et continuent de l'être. Le niveau de service du secteur alimentaire, perturbé en raison de l'attention et des ressources consacrées à la résolution de ces difficultés, est revenu à la normale. Des améliorations continuent d'être apportées pour régler les problèmes qui touchent le rendement du réseau d'approvisionnement de la marchandise générale, la société déployant des efforts pour atteindre les niveaux de rendement prévus dans ce secteur.

Le chiffre d'affaires du premier trimestre de 2006 a crû de 1,4 % ou de 87 millions de dollars pour s'établir à 6,1 milliards de dollars, et tient compte de l'augmentation de 0,1 % ou de 10 millions de dollars attribuable à la consolidation de certains franchisés indépendants conformément aux normes comptables mises en œuvre au cours du premier trimestre de 2005. Le chiffre d'affaires des magasins comparables a reculé de 2,5 % au cours du trimestre. La croissance du chiffre d'affaires et du chiffre d'affaires des magasins comparables au premier trimestre de 2006 a été touchée par le moment des célébrations de Pâques survenues trois semaines plus tard en 2006, déplaçant le chiffre d'affaires de ces fêtes au deuxième trimestre de 2006. L'incidence négative du déplacement du chiffre d'affaires des fêtes pascales sur la croissance du chiffre d'affaires du premier trimestre de 2006 a été évaluée à approximativement 1 %. En outre, l'incidence du moment des vacances scolaires des fêtes de fin d'année au cours de la première semaine de 2006, conjuguée à la perte d'une journée de ventes, a également fait chuter la croissance du chiffre d'affaires de 1 % pendant le premier trimestre de 2006. Des gains du chiffre d'affaires des produits d'alimentation et de pharmacie ont été enregistrés par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. La croissance du chiffre d'affaires de la marchandise générale continue de subir les répercussions des défis relevés en 2005 dont il est question ci-dessus.

Le bénéfice d'exploitation du premier trimestre de 2006 s'est établi à 259 millions de dollars, et est égal à celui du premier trimestre de 2005. La marge d'exploitation se situe à 4,2 % au premier trimestre de 2006, comparativement à 4,3 % en 2005. Après redressement afin de tenir compte de l'incidence des charges de restructuration et autres charges, de l'incidence nette de la rémunération à base d'actions et des contrats à terme de capitaux propres connexes de même que de l'incidence des entités à détenteurs de droits variables, le bénéfice d'exploitation redressé¹⁾ pour le premier trimestre de 2006 s'est chiffré à 270 millions de dollars en comparaison de 318 millions de dollars au premier trimestre de 2005, ce qui se traduit par une marge d'exploitation redressée¹⁾ de 4,5 % et de 5,3 %, respectivement.

1) Voir les mesures financières non conformes aux PCGR à la page 13.

Rapport aux actionnaires

Comme elle l'a mentionné précédemment, la société prévoit que l'incidence de la restructuration du réseau d'approvisionnement et d'autres mesures de transformation sera stabilisée d'ici la fin du deuxième trimestre et que le bénéfice net de base par action ordinaire redressé trimestriel¹⁾ s'améliorera sur une base annuelle pendant le reste de l'exercice.

Loblaw a confiance en sa stratégie de transformation qu'elle croit essentielle au succès continu de la société. L'industrie demeure marquée par le brouillage des réseaux de la distribution alimentaire, l'accroissement sans précédent de la superficie en pieds carrés des magasins et une main-d'œuvre non syndiquée chez nos concurrents. En prévision de la concurrence toujours croissante, la société a fait un certain nombre de choix stratégiques délibérés qui lui assureront, à son avis, une bonne position concurrentielle au cours des années à venir.

Loblaw a choisi de bâtir une entreprise à long terme. Elle a décidé de constituer un portefeuille de magasins de modèles variés qui répondent aux besoins des divers marchés partout au pays, d'établir une infrastructure commune à l'échelle nationale, de demeurer une entreprise novatrice auprès des consommateurs grâce à ses marques contrôlées et à ses autres assortiments de produits, et, plus important encore, de perfectionner sa plus précieuse ressource, ses employés.

Afin de réaliser ses projets, la société a procédé, pendant et après le premier trimestre, à un certain nombre de nominations d'importance dans son équipe de haute direction déjà très solide. Ces nominations lui procurent une expertise accrue et la possibilité de se consacrer davantage sur les secteurs tels l'alimentation, la marchandise générale, les activités de détail, le réseau d'approvisionnement et le perfectionnement des employés.

La société estime détenir la bonne stratégie et pouvoir compter sur l'équipe de direction qui lui permettra de concrétiser les avantages des choix adoptés et des mesures prises. Selon elle, le renforcement de la situation concurrentielle à long terme et l'offre d'un rendement durable à ses actionnaires sont au nombre de ces avantages.

Le Président du Conseil,



W. Galen Weston

Toronto, Canada
le 2 mai 2006

Le Président,



John A. Lederer

1) Voir les mesures financières non conformes aux PCGR à la page 13.

Rapport de gestion

Le présent rapport de gestion de Les Compagnies Loblaw limitée et de ses filiales (appelées collectivement la « société » ou « Loblaw ») doit être lu en parallèle avec les états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés et les notes y afférentes de l'exercice 2006 de la société compris aux pages 16 à 24 du présent rapport trimestriel et les états financiers consolidés annuels vérifiés et les notes y afférentes pour l'exercice terminé le 31 décembre 2005 et le rapport de gestion y afférent compris dans le rapport annuel 2005 de la société. Les états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés et les notes y afférentes de l'exercice 2006 de la société ont été préparés selon les principes comptables généralement reconnus (« PCGR ») du Canada et sont présentés en dollars canadiens. Les présents états financiers consolidés intermédiaires comprennent les comptes de Les Compagnies Loblaw limitée, ceux de ses filiales et ceux des entités à détenteurs de droits variables (« EDDV ») que la société est tenue de consolider conformément à la mise en application de la note d'orientation concernant la comptabilité NOC-15 « Consolidation des entités à détenteurs de droits variables » (« NOC-15 »). Un glossaire des termes utilisés dans le présent rapport trimestriel figure à la page 68 du rapport financier compris dans le rapport annuel 2005 de la société. En outre, le présent rapport trimestriel comprend les termes suivants : « rendement de l'actif total moyen sur une base annuelle », qui est défini comme le bénéfice d'exploitation cumulatif des quatre derniers trimestres divisé par l'actif total moyen, compte non tenu des espèces, des quasi-espèces et des placements à court terme et le « rendement des capitaux propres moyens sur une base annuelle », qui est défini comme le bénéfice net cumulatif attribuable aux actionnaires ordinaires pour les quatre derniers trimestres, divisé par le total des capitaux propres moyens. Les renseignements dans le présent rapport de gestion prennent en compte l'information disponible jusqu'au 2 mai 2006, à moins d'avis contraire.

Résultats d'exploitation

Au premier trimestre de 2006, le bénéfice net de base par action ordinaire a été de 51 cents, comparativement à 52 cents en 2005, soit une baisse de 1,9 %. Les facteurs qui suivent ont eu des répercussions négatives sur le bénéfice net de base par action ordinaire au cours du premier trimestre de 2006 :

- 1 cent par action ordinaire relativement à l'incidence nette de la rémunération à base d'actions et des contrats à terme de capitaux propres connexes;
- 1 cent par action ordinaire relativement aux charges de restructuration et autres charges; et
- 1 cent par action ordinaire relativement à la consolidation des EDDV.

Une fois le redressement des éléments susmentionnés effectué, le bénéfice net de base par action ordinaire redressé¹⁾ s'élevait à 54 cents pour le premier trimestre de 2006. Ces résultats sont comparables au bénéfice net de base par action ordinaire redressé¹⁾ de 67 cents pour le premier trimestre de 2005, qui ne tenait pas compte de l'incidence négative de 13 cents par action ordinaire des charges de restructuration et autres charges et de 2 cents par action ordinaire imputables à l'incidence nette de la rémunération à base d'actions et des contrats à terme de capitaux propres connexes.

1) Voir les mesures financières non conformes aux PCGR à la page 13.

Conformément aux attentes de la société, les résultats du premier trimestre de 2006 ont été perturbés par le prolongement prévu des coûts à court terme inhérents à certaines transformations entreprises par la société.

En 2005, la société a dû relever des défis pendant l'exécution des changements prévus à ses systèmes, à son réseau d'approvisionnement et aux secteurs des produits de marchandise générale et de pharmacie, y compris la conversion des systèmes du réseau d'approvisionnement, entrepris dans le cadre de la création d'une plate-forme de technologie de l'information nationale et de la mise en service d'un nouveau centre d'entreposage et de distribution de la marchandise générale et de certains produits de pharmacie, principalement des produits de soins de santé et de beauté, détenu et exploité par une tierce entité et desservant l'est du Canada. Ces facteurs, qui ont eu pour effet d'interrompre l'acheminement des stocks aux magasins de la société et d'infliger des coûts d'exploitation supplémentaires, ont continué à avoir des répercussions au premier trimestre de 2006. Des améliorations continuent d'être apportées pour résoudre les problèmes touchant le niveau de service des secteurs de la marchandise générale et de la pharmacie, le niveau de service de ce dernier secteur se rapprochant de la qualité de service offerte auparavant. La société est en voie de stabiliser rapidement les activités d'exploitation du réseau d'approvisionnement pour ces secteurs et s'attend à d'autres progrès d'ici la fin du deuxième trimestre. Le niveau de service du secteur des produits d'alimentation est revenu à la normale.

Chiffre d'affaires Le chiffre d'affaires du premier trimestre a crû de 1,4 % ou de 87 millions de dollars pour s'établir à 6,1 milliards de dollars, et tient compte de l'augmentation de 0,1 % ou 10 millions de dollars attribuable à la consolidation de certains franchisés indépendants, conformément à la NOC-15. En 2006, le chiffre d'affaires, compte non tenu de l'incidence des EDDV¹⁾, a augmenté de 77 millions de dollars ou de 1,3 % par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent.

Chiffre d'affaires et croissance du chiffre d'affaires, compte non tenu de l'incidence des EDDV¹⁾

(en millions de dollars, sauf indication contraire)	2006 12 semaines	2005 ²⁾ 12 semaines
Chiffre d'affaires total	6 147 \$	6 060 \$
Moins : le chiffre d'affaires attribuable à la consolidation des EDDV	81	71
Chiffre d'affaires, compte non tenu de l'incidence des EDDV ¹⁾	6 066 \$	5 989 \$
Croissance du chiffre d'affaires total	1,4 %	7,8 %
Moins : l'effet positif sur la croissance du chiffre d'affaires attribuable à la consolidation des EDDV	0,1 %	1,3 %
Croissance du chiffre d'affaires, compte non tenu de l'incidence des EDDV ¹⁾	1,3 %	6,5 %

1) Voir les mesures financières non conformes aux PCGR à la page 13.

2) La société a mis en œuvre de manière rétroactive l'Abrégé des délibérations du Comité sur les problèmes nouveaux CPN-156, « *Comptabilisation par un fournisseur d'une contrepartie consentie à un client (y compris un revendeur des produits du fournisseur)* » au premier trimestre de 2006. Par conséquent, certains avantages promotionnels versés à des magasins franchisés indépendants, associés et indépendants en 2005 et 2004 ont été reclassés entre le poste Chiffre d'affaires et le poste Coût des marchandises vendues, frais de vente et d'administration. Pour de plus amples détails, voir la section « Normes comptables mises en œuvre en 2006 » comprise dans le présent rapport de gestion.

Les facteurs qui suivent expliquent plus en détail les principales variations du chiffre d'affaires par rapport à celui de la période correspondante de l'exercice précédent :

- la fête de Pâques survenue trois semaines plus tard en 2006 a donné lieu à un déplacement du chiffre d'affaires attribuable à cette fête au deuxième trimestre de 2006, touchant de façon négative d'environ 1 % la croissance du chiffre d'affaires et du chiffre d'affaires des magasins comparables au cours du premier trimestre de 2006;
- le moment des vacances scolaires des fêtes de fin d'année pendant la première semaine de 2006, conjugué à la perte d'une journée de ventes au cours du trimestre, ont eu des répercussions négatives d'environ 1 % sur la croissance du chiffre d'affaires et du chiffre d'affaires des magasins comparables au cours du premier trimestre de 2006;
- diminution de 2,5 % du chiffre d'affaires des magasins comparables;
- importante croissance du chiffre d'affaires des magasins *The Real Canadian Superstore* en Ontario;
- l'inflation du prix des aliments à l'échelle nationale, conformément à « l'indice des prix à la consommation pour l'achat d'aliments en magasin » s'est située entre 1,5 % et 2,0 % approximativement pendant le premier trimestre de 2006, ce qui était équivalent à celle de la période correspondante de 2005;
- le chiffre d'affaires des produits d'alimentation et de pharmacie affiche un gain par rapport à celui de la période correspondante de 2005;
- la croissance du chiffre d'affaires de la marchandise générale a continué d'être perturbée par les incidences des changements amorcés en 2005;
- incidence négative d'environ 0,7 % sur le chiffre d'affaires de la société imputable à la baisse des ventes de tabac sur le marché; et
- une augmentation de la superficie nette en pieds carrés des magasins de 2,5 millions de pieds carrés ou 5,4 %, au cours des quatre derniers trimestres, à la suite de l'ouverture de 60 nouveaux magasins détenus par la société et magasins franchisés et de la fermeture de 46 magasins, y compris les magasins qui ont été convertis ou qui ont connu des expansions majeures. Au cours du premier trimestre de 2006, 5 nouveaux magasins détenus par la société et magasins franchisés ont ouvert leurs portes et 6 magasins ont été fermés, ce qui a entraîné une augmentation nette de 0,1 million de pieds carrés ou 0,3 % de la superficie des magasins.

Bénéfice d'exploitation Le bénéfice d'exploitation du premier trimestre de 2006 de 259 millions de dollars était égal à celui de la période correspondante de l'exercice précédent. La marge d'exploitation a été de 4,2 % au premier trimestre de 2006, comparativement à 4,3 % en 2005.

Les répercussions du plan de restructuration instauré pendant le premier trimestre de 2005 se sont poursuivies en 2006. Ce plan intégrait la restructuration du réseau d'approvisionnement, l'installation dans un nouvel immeuble et la réorganisation des fonctions de soutien des opérations. La restructuration du réseau d'approvisionnement, qui devrait être entièrement terminée d'ici la fin de 2008, a engendré des coûts supplémentaires de 2 millions de dollars, lesquels ont été constatés au premier trimestre de 2006. Au total, les coûts prévus devant être engagés d'ici la fin de 2008 s'élèvent à 90 millions de dollars; de cette somme, 64 millions de dollars ont été constatés en 2005 et 2006. Le reste des coûts seront comptabilisés au fur et à mesure que les critères appropriés seront satisfaits.

Rapport de gestion

Des coûts supplémentaires de 1 million de dollars attribuables à l'installation dans un nouvel immeuble et à la réorganisation des fonctions de soutien des opérations ont également été constatés pendant le premier trimestre de 2006. La totalité des coûts prévus de 25 millions de dollars inhérents à ces initiatives a maintenant été comptabilisée.

Les avantages escomptés résultant de ces transformations se feront sentir un an plus tard que prévu.

(en millions de dollars)	Coûts constatés		Total des coûts prévus	Total des coûts prévus restants
	2006 12 semaines	2005 12 semaines		
Réseau d'approvisionnement	2 \$	51 \$	90 \$	26 \$
Installation dans un nouvel immeuble et réorganisation des fonctions de soutien des opérations	1	4	25	-
Total des charges de restructuration et autres charges	3 \$	55 \$	115 \$	26 \$

En outre, la société a constaté une charge de 3 millions de dollars (5 millions de dollars en 2005) au bénéfice d'exploitation attribuable à l'incidence nette de la rémunération à base d'actions et des contrats à terme de capitaux propres connexes, de même qu'une charge de 5 millions de dollars (revenu de 1 million de dollars en 2005) relativement à la consolidation des EDDV.

Une fois le redressement des éléments susmentionnés effectué, le bénéfice d'exploitation redressé¹⁾ s'élevait à 270 millions de dollars au premier trimestre de 2006 comparativement à 318 millions de dollars au cours de la période correspondante de 2005. La marge d'exploitation redressée¹⁾ était de 4,5 % au premier trimestre de 2006 en comparaison de 5,3 % en 2005. La marge BAIIA redressée¹⁾ a diminué, passant de 7,2 % en 2005, à 6,6 %.

Au cours du premier trimestre de 2006, les activités d'exploitation ont continué à subir les conséquences néfastes de certaines conversions de systèmes et de la mise en service d'un nouveau centre d'entreposage et de distribution détenu et exploité par un tiers pour les produits de marchandise générale et de pharmacie et desservant l'est du Canada. Ces perturbations ont commencé vers la fin du deuxième trimestre de 2005.

Les conversions de systèmes prévues d'un certain nombre d'entrepôts dans l'Ouest du Canada, entreprises dans le cadre de la création d'une plate-forme de technologie de l'information nationale, mais retardées en 2005, ont été reprises pendant le premier trimestre de 2006 et menées à terme avec succès sans nuire de façon majeure à la poursuite des activités. Toutefois, les résultats d'exploitation continuent d'être perturbés par les défis que posent les conversions effectuées en 2005, particulièrement celle du

1) Voir les mesures financières non conformes aux PCGR à la page 13.

centre de distribution de Calgary, en Alberta, où est effectuée la manutention des produits de marchandise générale et de certains produits de pharmacie, notamment les produits de soins de santé et de beauté. Le niveau de service demeure insatisfaisant par rapport aux normes habituelles de fonctionnement pour ce qui est de la marchandise générale, mais se stabilise et devrait s'améliorer d'ici la fin du deuxième trimestre de 2006. Le niveau de service des produits d'alimentation est revenu à la normale.

En 2005, les activités d'entreposage et de distribution des produits de marchandise générale et de pharmacie en Ontario ont été déménagées dans une nouvelle installation, détenue et exploitée par un tiers. La qualité des services en 2006 s'est améliorée par rapport à celle de 2005 et se rapproche des niveaux escomptés.

Les coûts directs supplémentaires engagés pour la manutention, l'entreposage et le mouvement des stocks, par suite de ces perturbations qui ont commencé pendant le troisième trimestre de 2005, ont diminué de façon constante et ont été négligeables au cours du premier trimestre de 2006.

Au début de 2006, l'amélioration des niveaux de service, particulièrement dans les rayons de la marchandise générale, et la disponibilité garantie des produits en magasin afin de soutenir les programmes de mise en marché, continuent d'être la priorité.

La marge brute pendant le premier trimestre de 2006 était approximativement équivalente à celle du premier trimestre de 2005 en raison de stratégies d'investissement dans les bas prix sur certains marchés et de la combinaison des produits, compensée par de meilleures synergies d'achat. Un affaiblissement du chiffre d'affaires imputable à des problèmes constants d'approvisionnement de produits et des délais délibérés des activités ont entraîné une diminution de l'effet de levier d'exploitation sur les composantes fixes des coûts d'exploitation et d'administration.

Intérêts débiteurs Les intérêts débiteurs du premier trimestre de 2006 se sont élevés à 60 millions de dollars comparativement à 55 millions de dollars en 2005 en raison principalement de l'augmentation des taux d'emprunt canadiens à court terme. Les intérêts sur la dette à long terme étaient de 66 millions de dollars, comparativement à 65 millions de dollars en 2005. Les intérêts débiteurs sur les instruments financiers dérivés, qui comprennent l'incidence des swaps de taux d'intérêt, des swaps de devises et des contrats à terme de capitaux propres de la société, s'élevaient à 1 million de dollars pour le trimestre (intérêts créditeurs de 4 millions de dollars en 2005). Au cours du premier trimestre, des intérêts débiteurs de 5 millions de dollars (5 millions de dollars en 2005) ont été capitalisés au titre des immobilisations.

Impôts sur les bénéfiques Le taux d'imposition effectif de la société a augmenté pour s'établir à 32,2 % contre 29,9 % en 2005, en raison de la variation de la proportion du bénéfice imposable dans les diverses compétences fiscales, y compris de l'incidence des charges de restructuration et autres charges en 2005.

Bénéfice net Le bénéfice net du premier trimestre a diminué de 2 millions de dollars, ou 1,4 % pour atteindre 140 millions de dollars, comparativement à 142 millions de dollars au premier trimestre de 2005. Le bénéfice net de base par action ordinaire du premier trimestre a reculé de 1 cent, ou 1,9 % pour se chiffrer à 51 cents, comparativement à 52 cents au premier trimestre de 2005.

Situation financière

Ratios financiers Tout comme en 2005, Loblaw a continué de maintenir une situation financière stable au premier trimestre de 2006. Le ratio de la dette nette¹⁾ sur les capitaux propres s'est établi à 0,74 :1 à la fin du premier trimestre de 2006 en regard de 0,79 :1 pour la période correspondante de 2005 et de 0,66 :1 à la fin de l'exercice 2005. La baisse du ratio de la dette nette¹⁾ sur les capitaux propres à la fin du premier trimestre de 2006, comparativement à celui enregistré à la fin du premier trimestre de l'exercice précédent, est principalement attribuable à l'augmentation des capitaux propres. Le ratio de la dette nette¹⁾ sur les capitaux propres à la fin du premier trimestre est généralement supérieur à celui de la fin de l'exercice en raison de fluctuations cycliques du fonds de roulement. Conformément aux tendances des exercices précédents, le ratio de la dette nette¹⁾ sur les capitaux propres devrait s'améliorer tout au long de l'exercice.

Par suite de la hausse des intérêts débiteurs, le ratio de couverture des intérêts s'est établi à 4,3 fois pour le premier trimestre de 2006, comparativement à 4,7 fois en 2005. Le ratio de couverture des intérêts devrait s'améliorer pendant le reste de l'exercice de pair avec les améliorations prévues du bénéfice d'exploitation.

À la fin du premier trimestre de 2006, le rendement de l'actif total moyen sur une base annuelle¹⁾ a diminué, s'établissant à 11,1 % comparativement à 13,6 % pour la période correspondante de 2005 et à 11,2 % à la fin de l'exercice 2005. Le rendement des capitaux propres moyens sur une base annuelle à la fin du premier trimestre a baissé, se chiffrant à 13,0 % en comparaison de 18,2 % pour la période correspondante de 2005 et de 13,2 % à la fin de l'exercice 2005. Ces deux baisses sont attribuables au recul du bénéfice d'exploitation cumulatif des quatre derniers trimestres.

Dividendes sur les actions ordinaires Comme l'a déclaré le Conseil d'administration de Loblaw, un dividende trimestriel de 21 cents par action ordinaire a été versé le 1^{er} avril 2006.

Capital-actions en circulation Le capital-actions en circulation de la société est composé d'actions ordinaires. Un nombre illimité d'actions ordinaires est autorisé et il y avait 274 054 814 d'actions ordinaires en circulation à la fin du trimestre. D'autres informations sur le capital-actions en circulation de la société figurent à la note 9 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés.

1) Voir les mesures financières non conformes aux PCGR à la page 13.

Situation de trésorerie et sources de financement

Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation Au premier trimestre, les sorties de fonds liées aux activités d'exploitation se sont établies à 410 millions de dollars, contre 210 millions de dollars pour la période correspondante de 2005. La variation des sorties de fonds liées aux activités d'exploitation est principalement attribuable à l'augmentation de l'utilisation du fonds de roulement hors caisse. La majeure partie de cette variation est attribuable à une baisse des créditeurs et charges à payer de même qu'à l'augmentation des stocks.

Sur une base annuelle, les rentrées de fonds liées aux activités d'exploitation devraient combler une grande partie des besoins de financement de Loblaw en 2006, notamment ses dépenses en immobilisations prévues d'environ 900 millions de dollars. L'investissement dans le fonds de roulement hors caisse devrait diminuer et le bénéfice net avant la part des actionnaires sans contrôle et l'amortissement devrait augmenter pendant le reste de l'exercice.

Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement Au premier trimestre, les sorties de fonds liées aux activités d'investissement ont atteint 273 millions de dollars, comparativement à des rentrées de fonds de 70 millions de dollars en 2005. L'échéance du portefeuille de placements à court terme de la société a donné lieu à un changement de classement, les faisant passer des espèces et quasi-espèces aux placements à court terme et à une variation des sorties de fonds liées aux activités d'investissement au premier trimestre de 2006 par rapport à celui de 2005.

Au premier trimestre, les dépenses en immobilisations ont totalisé 191 millions de dollars (221 millions de dollars en 2005), ce qui traduit l'engagement continu de Loblaw à maintenir et renouveler l'ensemble de ses actifs et à investir pour assurer sa croissance partout au Canada.

Au cours du premier trimestre, la Banque le Choix du Président (« la Banque PC »), filiale en propriété exclusive de la société, a titrisé des créances sur cartes de crédit de 55 millions de dollars (10 millions de dollars en 2005) par la vente d'une partie du total des droits dans ces créances à une fiducie indépendante. La titrisation a donné lieu à un gain net nominal (perte nette nominale en 2005) compte tenu des hypothèses présentées à la note 8 afférente aux états financiers consolidés pour l'exercice terminé le 31 décembre 2005 compris dans le rapport annuel 2005 de la société. Le recours de la fiducie indépendante à l'égard des actifs de la Banque PC se limite aux droits conservés de la Banque PC et est aussi appuyé par la société au moyen d'une lettre de crédit de soutien, correspondant à 9 % (15 % en 2005) du montant titrisé.

Au premier trimestre de 2006, la Banque PC a restructuré son programme de titrisation de créances sur cartes de crédit. Eagle Credit Card Trust (« Eagle »), fiducie indépendante constituée précédemment, a émis des billets de premier rang et de second rang de cinq ans, d'un montant de 500 millions de dollars, assortis d'un taux d'intérêt moyen pondéré de 4,5 % pour financer l'achat de créances sur cartes de crédit titrisées antérieurement par la Banque PC par l'entremise d'une fiducie indépendante. Les billets de second rang constituent un soutien au crédit pour les billets qui ont un rang supérieur. La Banque PC continuera de gérer les créances sur cartes de crédit au nom de Eagle, mais elle ne touchera pas de

rémunération pour la gestion de celles-ci et conserve des droits dans les créances titrisées correspondant aux droits sur les rentrées futures une fois que les obligations envers les investisseurs auront été remplies. La restructuration du portefeuille a donné lieu à une perte nette minime.

Flux de trésorerie liés aux activités de financement Au premier trimestre, les rentrées de fonds liées aux activités de financement ont atteint 483 millions de dollars, comparativement à 422 millions de dollars en 2005.

Au cours du premier trimestre de 2006, Loblaw a renouvelé son offre publique de rachat dans le cours normal des activités dans le but de racheter à la Bourse de Toronto jusqu'à 13 702 740 de ses actions ordinaires, ce qui représente environ 5 % des actions ordinaires en circulation, ou de conclure des instruments dérivés sur capitaux propres dans ce but. En vertu des règles et règlements de la Bourse de Toronto, Loblaw peut racheter ses actions aux cours du marché à la date du rachat.

Résultats d'exploitation trimestriels

Le tableau suivant résume les principales informations financières consolidées tirées des états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés de la société pour chacun des huit derniers trimestres. Ces informations ont été préparées conformément aux PCGR du Canada et sont présentées en dollars canadiens. Chacun des trimestres présentés comptait 12 semaines, à l'exception des troisièmes trimestres qui comptaient 16 semaines.

Sommaire des résultats trimestriels

(en millions de dollars, sauf indication contraire)	Premier trimestre		Quatrième trimestre		Troisième trimestre		Deuxième trimestre	
	2006	2005	2005	2004	2005	2004	2005	2004
Chiffre d'affaires ²⁾	6 147 \$	6 060 \$	6 552 \$	6 283 \$	8 610 \$	8 089 \$	6 405 \$	6 036 \$
Bénéfice net	140 \$	142 \$	201 \$	337 \$	192 \$	258 \$	211 \$	197 \$
Bénéfice net par action ordinaire								
De base (en dollars)	0,51 \$	0,52 \$	0,73 \$	1,23 \$	0,70 \$	0,94 \$	0,77 \$	0,72 \$
Dilué (en dollars)	0,51 \$	0,52 \$	0,73 \$	1,22 \$	0,70 \$	0,94 \$	0,76 \$	0,71 \$

2) La société a mis en œuvre de manière rétroactive l'Abrégé des délibérations du Comité sur les problèmes nouveaux CPN-156, « Comptabilisation par un fournisseur d'une contrepartie consentie à un client (y compris un revendeur des produits du fournisseur) » au premier trimestre de 2006. Par conséquent, certains avantages promotionnels versés à des magasins franchisés indépendants, associés et indépendants en 2005 et 2004 ont été reclassés entre le poste Chiffre d'affaires et le poste Coût des marchandises vendues, frais de vente et d'administration. Pour de plus amples détails, voir la section « Normes comptables mises en œuvre en 2006 » comprise dans le présent rapport de gestion.

La croissance du chiffre d'affaires s'est poursuivie au cours du premier trimestre de 2006, à un rythme plus lent qu'en 2005. La croissance du chiffre d'affaires des magasins comparables pendant le trimestre en cours a baissé de 2,5 %. La croissance du chiffre d'affaires et du chiffre d'affaires des magasins comparables au premier trimestre de 2006 a été touchée par le moment des célébrations de Pâques survenues trois semaines plus tard en 2006, déplaçant le chiffre d'affaires de ces fêtes au deuxième trimestre de 2006. L'incidence négative du déplacement du chiffre d'affaires des fêtes pascales sur la croissance du chiffre d'affaires du premier trimestre de 2006 a été évaluée à approximativement 1 %. En outre, l'incidence du moment des vacances scolaires des fêtes de fin d'année pendant la première semaine de 2006, conjuguée à la perte d'une journée de ventes, a également fait chuter la croissance du chiffre d'affaires de 1 % pendant le premier trimestre de 2006. Le chiffre d'affaires provenant des EDDV consolidées par la société à partir de 2005, représentait entre 1,6 % et 1,8 % de la hausse du chiffre d'affaires trimestriel des trois derniers trimestres de 2005 comparativement aux trimestres correspondants de 2004. Le bénéfice net de 2006 et de 2005 tient compte de l'incidence des coûts inhérents aux perturbations du réseau d'approvisionnement. En outre, la variabilité du bénéfice net en 2005 est principalement imputable aux charges de restructuration et autres charges, aux fluctuations de la rémunération à base d'actions, déduction faite de l'incidence des contrats à terme de capitaux propres connexes, et aux charges relatives à la taxe sur les produits et services et aux taxes de vente provinciales.

Nouvelles normes comptables mises en œuvre en 2006

Le 1^{er} janvier 2006, la société a mis en œuvre l'Abrégé des délibérations 156 du Comité sur les problèmes nouveaux, intitulé « *Comptabilisation par un fournisseur d'une contrepartie consentie à un client (y compris un revendeur des produits du fournisseur)* », (le « CPN-156 ») publié par l'Institut Canadien des Comptables Agréés en septembre 2005. Le CPN-156 traite de la contrepartie en espèces, y compris les avantages promotionnels, consentie par un fournisseur à un client. Cette contrepartie est présumée représenter une réduction du prix de vente des produits du fournisseur et, par conséquent, elle doit être classée comme une réduction du chiffre d'affaires dans l'état des résultats du fournisseur.

Avant la mise en œuvre du CPN-156, la société comptabilisait certains avantages promotionnels versés à des franchisés indépendants, associés et indépendants dans le poste Coût des marchandises vendues, frais de vente et d'administration de l'état des résultats. Par conséquent, la mise en œuvre du CPN-156 de manière rétroactive, a donné lieu à un reclassement qu'a réduit tant le chiffre d'affaires que le coût des marchandises vendues, des frais de vente et d'administration, comme suit :

(en millions de dollars)	Premier trimestre 12 semaines		Deuxième trimestre 12 semaines		Troisième trimestre 16 semaines		Quatrième trimestre 12 semaines		Total 52 semaines	
	2005	2004	2005	2004	2005	2004	2005	2004	2005	2004
Chiffre d'affaires présenté antérieurement	6 124 \$	5 677 \$	6 436 \$	6 069 \$	8 653 \$	8 134 \$	6 588 \$	6 329 \$	27 801 \$	26 209 \$
Chiffre d'affaires après reclassement	6 060 \$	5 622 \$	6 405 \$	6 036 \$	8 610 \$	8 089 \$	6 552 \$	6 283 \$	27 627 \$	26 030 \$
Reclassement entre le chiffre d'affaires et le coût des marchandises vendues des frais de vente et d'administration	64 \$	55 \$	31 \$	33 \$	43 \$	45 \$	36 \$	46 \$	174 \$	179 \$

Constituant des reclassements, ces modifications n'ont pas eu d'incidence sur le bénéfice net. Les marges d'exploitation, les marges d'exploitation redressées¹⁾ et les marges BAIIA redressées¹⁾ pour 2005 ont également été recalculées et mises à jour, le cas échéant, par suite de la modification du chiffre d'affaires.

Perspectives

Comme elle l'a mentionné précédemment, la société prévoit que l'incidence de la restructuration du réseau d'approvisionnement et d'autres mesures de transformation sera stabilisée d'ici la fin du deuxième trimestre et que le bénéfice net de base par action ordinaire redressé¹⁾ s'améliorera sur une base annuelle pendant le reste de l'exercice.

Loblaw a confiance en sa stratégie de transformation qu'elle croit essentielle au succès continu de la société. L'industrie demeure marquée par le brouillage des réseaux de la distribution alimentaire, l'accroissement sans précédent de la superficie en pieds carrés des magasins et une main-d'œuvre non syndiquée chez nos concurrents. En prévision de la concurrence toujours croissante, la société a fait un certain nombre de choix stratégiques délibérés qui lui assureront, à son avis, une bonne position concurrentielle au cours des années à venir.

Loblaw a choisi de bâtir une entreprise à long terme. Elle a décidé de constituer un portefeuille de magasins de modèles variés qui répondent aux besoins des divers marchés partout au pays, d'établir une infrastructure commune à l'échelle nationale, de demeurer une entreprise novatrice auprès des consommateurs grâce à ses marques contrôlées et à ses autres assortiments de produits, et, plus important encore, de perfectionner sa plus précieuse ressource, ses employés.

Afin de réaliser ses projets, la société a procédé, pendant et après le premier trimestre, à un certain nombre de nominations d'importance dans son équipe de haute direction déjà très solide. Ces nominations lui procurent une expertise accrue et la possibilité de se consacrer davantage sur les secteurs tels l'alimentation, la marchandise générale, les activités de détail, le réseau d'approvisionnement et le perfectionnement des employés.

La société estime détenir la bonne stratégie et pouvoir compter sur l'équipe de direction qui lui permettra de concrétiser les avantages des choix adoptés et des mesures prises. Selon elle, le renforcement de la situation concurrentielle à long terme et l'offre d'un rendement durable à ses actionnaires sont au nombre de ces avantages.

1) Voir les mesures financières non conformes aux PCGR à la page 13.

Information supplémentaire

L'information financière supplémentaire a été transmise par voie électronique à divers organismes de réglementation du commerce des valeurs mobilières au Canada par le biais du Système électronique de données, d'analyse et de recherche (SEDAR) et est accessible en ligne à l'adresse www.sedar.com et auprès du Bureau du surintendant des institutions financières (BSIF), organisme de réglementation principal de la Banque le Choix du Président, filiale de la Société.

Mesures financières non conformes aux PCGR

La société présente ses résultats financiers selon les PCGR du Canada. Toutefois, la société a inclus certaines mesures financières et certains ratios financiers non conformes aux PCGR qui, à son avis, fournissent de l'information utile à la direction et aux lecteurs du présent rapport trimestriel, pour mesurer le rendement financier et la situation financière de la société, pour les raisons décrites ci-après. Ces mesures n'ont pas de signification normalisée prescrite par les PCGR et, par conséquent, ne peuvent être comparées à des mesures portant le même nom et présentées par d'autres sociétés cotées en bourse. Elles ne devraient pas non plus être interprétées comme des mesures remplaçant d'autres mesures financières déterminées conformément aux PCGR du Canada.

Chiffre d'affaires et croissance du chiffre d'affaires, compte non tenu de l'incidence des EDDV

Ces mesures financières ne tiennent pas compte de l'incidence de la hausse du chiffre d'affaires attribuable à la consolidation de certains franchisés indépendants par la société à la suite de la mise en application de manière rétroactive et sans retraitement de la NOC-15 le 2 janvier 2005. Cette incidence de la hausse du chiffre d'affaires n'est pas prise en compte étant donné que la société estime que cela permet une analyse plus efficace de son rendement d'exploitation. Tant les mesures courantes que comparatives traduisent la mise en œuvre rétroactive du CPN-156. Le tableau « Chiffre d'affaires et croissance du chiffre d'affaires, compte non tenu de l'incidence des EDDV » figurant à la page 4 du présent rapport de gestion rapproche ces mesures financières et les mesures financières conformes aux PCGR du Canada.

Bénéfice d'exploitation et marge d'exploitation redressés Le tableau qui suit rapproche le bénéfice d'exploitation redressé et le bénéfice d'exploitation conforme aux PCGR du Canada présenté dans les états consolidés des résultats intermédiaires non vérifiés pour les périodes de douze semaines terminées le 25 mars 2006 et le 26 mars 2005. Les éléments présentés dans le rapprochement ci-après ne sont pas pris en compte étant donné que la société estime que cela permet une analyse plus efficace de son rendement d'exploitation. En outre, ils touchent la comparabilité des résultats financiers et pourraient fausser l'analyse des tendances. Le fait de les exclure ne signifie pas qu'ils sont non susceptibles de se répéter. La direction utilise le bénéfice d'exploitation redressé et la marge d'exploitation redressée pour évaluer le rendement de la société et prendre des décisions en ce qui concerne ses activités d'exploitation poursuivies.

(en millions de dollars)	2006 12 semaines	2005 12 semaines
Bénéfice d'exploitation	259 \$	259 \$
Ajouter (déduire) l'incidence des éléments suivants :		
Incidence nette de la rémunération à base d'actions et des contrats à terme de capitaux propres connexes	3	5
Charges de restructuration et autres charges	3	55
EDDV	5	(1)
Bénéfice d'exploitation redressé	270 \$	318 \$

La marge d'exploitation redressée est calculée comme le bénéfice d'exploitation redressé divisé par le chiffre d'affaires, compte non tenu de l'incidence des EDDV.

BAIIA et marge BAIIA redressés Le tableau qui suit rapproche le bénéfice avant intérêts, impôts et amortissements redressé (« BAIIA ») et le bénéfice d'exploitation redressé qui est rapproché des mesures conformes aux PCGR du Canada présentées dans les états consolidés des résultats intermédiaires non vérifiés dans le tableau ci-dessus, pour les périodes de douze semaines terminées le 25 mars 2006 et le 26 mars 2005. La direction utilise le BAIIA redressé pour évaluer le rendement des activités poursuivies de la société et sa capacité à générer des flux de trésorerie pour financer ses besoins de trésorerie, notamment son programme de dépenses en immobilisations.

(en millions de dollars)	2006 12 semaines	2005 12 semaines
Bénéfice d'exploitation redressé	270 \$	318 \$
Ajouter (déduire) l'incidence des éléments suivants :		
Amortissement	134	120
Amortissement des EDDV	(6)	(4)
BAIIA redressé	398 \$	434 \$

La marge BAIIA redressée est calculée comme le BAIIA redressé divisé par le chiffre d'affaires, compte non tenu de l'incidence des EDDV.

Bénéfice net de base par action ordinaire redressé Le tableau qui suit rapproche le bénéfice net de base par action ordinaire redressé et le bénéfice net de base par action ordinaire conforme aux PCGR du Canada et présenté dans les états consolidés des résultats intermédiaires non vérifiés pour les périodes de douze semaines terminées le 25 mars 2006 et le 26 mars 2005. Les éléments présentés dans le rapprochement ci-après ne sont pas pris en compte étant donné que la société estime que cela permet une analyse plus efficace de son rendement d'exploitation. En outre, ils touchent la comparabilité des résultats financiers et pourraient fausser l'analyse des tendances. Le fait de les exclure ne signifie pas qu'ils sont non susceptibles de se répéter. La direction utilise le bénéfice net de base par action ordinaire redressé pour évaluer le rendement de la société et prendre des décisions en ce qui concerne ses activités d'exploitation poursuivies.

	2006 12 semaines	2005 12 semaines
Bénéfice net de base par action ordinaire	0,51 \$	0,52 \$
Ajouter l'incidence des éléments suivants :		
Incidence nette de la rémunération à base d'actions et des contrats à terme de capitaux propres connexes	0,01	0,02
Charges de restructuration et autres charges	0,01	0,13
EDDV	0,01	
Bénéfice net de base par action ordinaire redressé	0,54 \$	0,67 \$

Dettes nettes Le tableau ci-dessous rapproche la dette nette utilisée pour le ratio de la dette nette sur les capitaux propres et les mesures conformes aux PCGR du Canada présentées dans les bilans consolidés intermédiaires non vérifiés au 25 mars 2006 et au 26 mars 2005. La société calcule sa dette nette comme étant la somme de sa dette à long terme et de sa dette à court terme moins les espèces, les quasi-espèces et les placements à court terme. Le ratio de la dette nette sur les capitaux propres est utile pour évaluer le levier financier.

(en millions de dollars)	2006	2005
Dettes bancaires	80 \$	55 \$
Effets commerciaux	871	799
Tranche de la dette à long terme échéant à moins de un an	159	31
Dettes à long terme	4 183	4 329
Moins: les espèces et quasi-espèces	716	862
les placements à court terme	187	4
Dettes nettes	4 390 \$	4 348 \$

Total de l'actif Le tableau ci-dessous rapproche le total de l'actif utilisé pour mesurer le rendement de l'actif total moyen et les mesures conformes aux PCGR du Canada présentées dans les bilans consolidés intermédiaires non vérifiés au 25 mars 2006 et au 26 mars 2005. La société estime que le ratio du rendement sur l'actif total moyen est utile pour évaluer le rendement des actifs d'exploitation et, par conséquent, ne tient pas compte des espèces, des quasi-espèces et des placements à court terme dans le total de l'actif utilisé dans ce ratio.

(en millions de dollars)	2006	2005
Total de l'actif ³⁾	13 797 \$	13 162 \$
Moins: les espèces et quasi-espèces	716	862
les placements à court terme	187	4
Total de l'actif	12 894 \$	12 296 \$

3) Certains chiffres correspondants de l'exercice précédent ont été reclassés afin qu'ils soient conformes à la présentation adoptée pour l'exercice en cours.

États consolidés des résultats

(non vérifié)

Pour les périodes terminées le 25 mars 2006 et le 26 mars 2005
(en millions de dollars, sauf indication contraire)

	2006 12 semaines	2005 12 semaines
Chiffre d'affaires (note 2)	6 147 \$	6 060 \$
Charges d'exploitation		
Coût des marchandises vendues, frais de vente et d'administration (note 2)	5 751	5 626
Amortissement	134	120
Charges de restructuration et autres charges (note 3)	3	55
	5 888	5 801
Bénéfice d'exploitation	259	259
Intérêts débiteurs (note 4)	60	55
Bénéfice avant impôts sur les bénéfices	199	204
Impôts sur les bénéfices (note 5)	64	61
Bénéfice net avant la part des actionnaires sans contrôle	135 \$	143
Part des actionnaires sans contrôle	(5)	1
Bénéfice net	140 \$	142 \$
Bénéfice net par action ordinaire (en dollars) (note 6)		
De base et dilué	0,51 \$	0,52 \$

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés.

États consolidés des bénéfices non répartis

(non vérifié)

Pour les périodes terminées le 25 mars 2006 et le 26 mars 2005
(en millions de dollars, sauf indication contraire)

	2006 12 semaines	2005 12 semaines
Bénéfices non répartis au début de la période	4 694 \$	4 193 \$
Bénéfice net	140	142
Dividendes déclarés par action ordinaire – 21 ¢ (21 ¢ en 2005)	(58)	(58)
Bénéfices non répartis à la fin de la période	4 776 \$	4 277 \$

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés.

Bilans consolidés

Au 25 mars 2006 et 31 décembre 2005
(en millions de dollars)

	2006 non vérifié	2005
Actif		
Actif à court terme		
Espèces et quasi-espèces	716 \$	916 \$
Placements à court terme	187	4
Débiteurs (note 7)	536	656
Stocks	2 076	2 020
Impôts sur les bénéfices	46	3
Impôts futurs	76	72
Frais payés d'avance et autres actifs	57	30
Total de l'actif à court terme	3 694	3 701
Immobilisations	7 833	7 785
Écarts d'acquisition	1 588	1 587
Autres actifs	682	688
Total de l'actif	13 797 \$	13 761 \$
Passif		
Passif à court terme		
Dette bancaire	80 \$	30 \$
Effets commerciaux	871	436
Créditeurs et charges à payer	2 020	2 535
Tranche de la dette à long terme échéant à moins de un an	159	161
Total du passif à court terme	3 130	3 162
Dette à long terme	4 183	4 194
Impôts futurs	230	237
Autres passifs	280	271
Part des actionnaires sans contrôle	6	11
Total du passif	7 829	7 875
Capitaux propres		
Capital-actions ordinaire (note 9)	1 192	1 192
Bénéfices non répartis	4 776	4 694
Total des capitaux propres	5 968	5 886
Total du passif et des capitaux propres	13 797 \$	13 761 \$

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés.

États consolidés des flux de trésorerie

(non vérifié)

Pour les périodes terminées le 25 mars 2006 et le 26 mars 2005
(en millions de dollars)

	2006	2005
	12 semaines	12 semaines
Activités d'exploitation		
Bénéfice net avant la part des actionnaires sans contrôle	135 \$	143 \$
Amortissement	134	120
Charges de restructuration et autres charges (note 3)	3	55
Impôts futurs	(13)	(15)
Variation du fonds de roulement hors caisse	(692)	(517)
Autres	23	4
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	(410)	(210)
Activités d'investissement		
Acquisitions d'immobilisations	(191)	(221)
Placements à court terme	(183)	271
Produit tiré de la vente d'immobilisations	6	16
Créances sur cartes de crédit, après titrisation (note 7)	118	52
Placements dans des franchises et autres sommes à recevoir	(14)	(24)
Autres	(9)	(24)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(273)	70
Activités de financement		
Dette bancaire	50	8
Effets commerciaux	435	326
Dette à long terme – émise	4	304
– remboursée	(6)	(215)
Capital-actions ordinaire – émis		1
Autres		(2)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	483	422
Incidence des variations des taux de change sur les espèces et quasi-espèces		11
Incidence initiale des entités à détenteurs de droits variables		20
Variation des espèces et quasi-espèces	(200)	313
Espèces et quasi-espèces au début de la période	916	549
Espèces et quasi-espèces à la fin de la période	716 \$	862 \$

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés.

Notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés

Note 1. Mode de présentation

Les états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés ont été préparés conformément aux principes comptables généralement reconnus (« PCGR ») du Canada. La préparation des données financières repose sur des conventions et des méthodes comptables qui concordent avec celles qui ont été employées dans la préparation des états financiers consolidés annuels vérifiés pour l'exercice terminé le 31 décembre 2005, à l'exception de ce qui est indiqué ci-après. Conformément aux PCGR du Canada, des informations additionnelles sont requises dans les états financiers annuels de sorte que ces états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés devraient être lus à la lumière des états financiers consolidés annuels vérifiés et des notes y afférentes figurant dans le rapport annuel 2005 de Les Compagnies Loblaw limitée.

Les états financiers consolidés comprennent les comptes de Les Compagnies Loblaw limitée et ceux de ses filiales, collectivement appelées, la « société » ou « Loblaw ». La société détient une participation de 100 % dans le capital-actions avec droit de vote de ses filiales. La société consolide également les entités à détenteurs de droits variables (« EDDV ») sur lesquelles le contrôle s'exerce autrement que par la détention de la majorité des droits de vote.

Estimations et hypothèses L'établissement des états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés conformément aux PCGR du Canada exige que la direction fasse des estimations et pose des hypothèses qui ont une incidence sur les montants et les informations présentés dans les états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés et les notes y afférentes. Ces estimations et hypothèses sont fondées sur l'expérience passée, les connaissances optimales que la direction possède des événements et de la conjoncture en cours et sur les activités qui pourraient être entreprises à l'avenir. Les résultats réels peuvent différer de ces estimations.

Certaines estimations, comme celles relatives à l'évaluation des stocks, des écarts d'acquisition, des impôts sur les bénéfiques, de la taxe sur les produits et services et des taxes de vente provinciales ainsi que des avantages sociaux futurs, dépendent de jugements subjectifs ou complexes sur des questions pouvant être incertaines, et les changements dans ces estimations pourraient toucher de manière substantielle les états financiers consolidés.

Informations correspondantes Certaines informations correspondantes de l'exercice précédent ont été reclassées afin que leur présentation soit conforme à celle qui a été adoptée pour l'exercice en cours; se reporter à la note 2.

Note 2. Normes comptables mises en œuvre en 2006

Le 1^{er} janvier 2006, la société a mis en œuvre l'Abrégé des délibérations 156 du Comité sur les problèmes nouveaux, intitulé, « *Comptabilisation par un fournisseur d'une contrepartie consentie à un client (y compris un revendeur des produits du fournisseur)* » (le « CPN-156 »), publié par l'Institut Canadien des Comptables Agréés en septembre 2005. Le CPN 156 traite de la contrepartie en espèces, y compris les avantages promotionnels, offerte par un fournisseur à un client. Cette contrepartie est présumée représenter une réduction du prix de vente des produits du fournisseur et, par conséquent, devrait être classée comme une réduction du chiffre d'affaires dans l'état des résultats du fournisseur.

Avant la mise en œuvre du CPN-156, la société comptabilisait certains avantages promotionnels versés à des magasins franchisés indépendants, associés et indépendants dans le poste coût des marchandises vendues, frais de vente et d'administration de l'état des résultats. Par conséquent, la mise en œuvre du CPN-156, sur une base rétroactive, a entraîné une baisse tant du chiffre d'affaires que du coût des marchandises vendues, frais de vente et d'administration de 67 millions de dollars au premier trimestre de 2006, et de 64 millions de dollars au premier trimestre de 2005. Constituant des reclassements, ces modifications n'ont pas eu d'incidence sur le bénéfice net.

Note 3. Charges de restructuration et autres charges

En 2005, la direction de la société a approuvé un vaste plan de restructuration de son réseau d'approvisionnement à l'échelle nationale. Le plan de restructuration doit en principe être terminé à la fin de 2008, et le total des coûts y afférents est évalué à environ 90 millions de dollars. De cette somme, environ 57 millions de dollars ont trait aux prestations de cessation d'emploi versées à des employés, qui comprennent des prestations de départ et des coûts supplémentaires au titre de régimes de retraite liés à la mise à pied d'employés, 13 millions de dollars sont imputables à la dépréciation d'immobilisations et à l'amortissement accéléré des actifs inhérents à la restructuration et 20 millions de dollars sont consacrés à la fermeture des installations et à d'autres coûts directement attribuables au plan de restructuration. Au premier trimestre de 2006, la société a comptabilisé des coûts de restructuration supplémentaires de 2 millions de dollars (51 millions de dollars en 2005) conformément à ce plan. À la fin du premier trimestre de 2006, une tranche de 26 millions de dollars des coûts estimatifs devait encore être engagée et elle sera constatée le moment venu.

De plus, la société a regroupé plusieurs services d'administration et d'exploitation en provenance de tout le sud de l'Ontario au sein d'un nouveau siège social et centre de services à Brampton, en Ontario, et elle a réorganisé les groupes de la mise en marché, de l'approvisionnement et de l'exploitation, ce qui comprend le transfert des activités de la marchandise générale de Calgary, en Alberta, dans ce nouvel édifice. Au premier trimestre de 2006, la société a constaté des coûts de restructuration de 1 million de dollars (4 millions de dollars en 2005) relativement à ces activités de réorganisation. La totalité des coûts estimatifs de 25 millions de dollars liés à ces mesures ont maintenant été comptabilisés.

Le tableau qui suit résume les coûts constatés et les paiements en espèces effectués en 2006, de même que le passif net correspondant au 25 mars 2006.

(en millions de dollars)	Prestations de cessation d'emploi	Coûts de fermeture des installations et autres coûts	Total du passif net	Dépréciation et amortissement accélééré	Total 2006 12 semaines	Total 2005 12 semaines
Passif net au 31 décembre 2005 :	41 \$	- \$	41 \$			
Coûts constatés au cours de la période :						
Réseau d'approvisionnement	- \$	1 \$	1 \$	1 \$	2 \$	51 \$
Déménagement des bureaux et réorganisation des fonctions de soutien de l'exploitation	-	1	1	-	1	4
	- \$	2 \$	2 \$	1 \$	3 \$	55 \$
Paiements en espèces effectués au cours de la période :						
Réseau d'approvisionnement	1 \$	1 \$	2 \$			
Déménagement des bureaux et réorganisation des fonctions de soutien de l'exploitation	1	1	2			
	2 \$	2 \$	4 \$			
Passif net au 25 mars 2006	39 \$	- \$	39 \$			
Constaté au bilan consolidé comme suit :						
Autres actifs ¹⁾	9 \$		9 \$			
Créditeurs et charges à payer	5		5			
Autres passifs	25		25			
Passif net au 25 mars 2006	39 \$		39 \$			

1) Représente les coûts du régime de retraite à prestations déterminées appliqués aux autres actifs.

Note 4. Intérêts débiteurs

(en millions de dollars)	2006 12 semaines	2005 12 semaines
Intérêts sur la dette à long terme	66 \$	65 \$
Intérêts sur les instruments financiers dérivés	1	(4)
Intérêts nets à court terme	(2)	(1)
Montant capitalisé au titre des immobilisations	(5)	(5)
Intérêts débiteurs	60 \$	55 \$

Les intérêts nets versés au premier trimestre s'élevèrent à 59 millions de dollars (57 millions de dollars en 2005).

Note 5. Impôts sur les bénéfiques

Les impôts sur les bénéfiques nets versés au premier trimestre s'élèvent à 120 millions de dollars (143 millions de dollars en 2005).

Note 6. Bénéfice net de base et dilué par action ordinaire

	2006 12 semaines	2005 12 semaines
Bénéfice net (en millions de dollars)	140 \$	142 \$
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation (en millions)	274,1	274,3
Effet dilutif de la rémunération à base d'actions (en millions)	0,5	1,3
Nombre moyen pondéré dilué d'actions ordinaires en circulation (en millions)	274,6	275,6
Bénéfice net de base et dilué par action ordinaire (en dollars)	0,51 \$	0,52 \$

À la fin du premier trimestre, 2 252 082 options sur actions (néant en 2005), assorties d'un prix d'exercice moyen pondéré de 69,58 \$ par action ordinaire, n'ont pas été prises en compte dans le calcul du bénéfice net dilué par action ordinaire, étant donné que le prix d'exercice de ces options était plus élevé que le cours moyen des actions ordinaires au premier trimestre de 2006.

Note 7. Créances sur cartes de crédit

Au premier trimestre, la Banque le Choix du Président (la « Banque PC »), filiale en propriété exclusive de la société, a titrisé des créances sur cartes de crédit de 55 millions de dollars (10 millions de dollars en 2005) par la vente d'une partie du total des droits dans ces créances à une fiducie indépendante. La titrisation a donné lieu à un gain net minime (perte nette minime en 2005), compte tenu des hypothèses présentées à la note 8 afférente aux états financiers consolidés de l'exercice terminé le 31 décembre 2005. Le recours de la fiducie indépendante à l'égard des actifs de la Banque PC se limite aux droits conservés de la Banque PC, et est de plus appuyé par la société au moyen d'une lettre de crédit de soutien correspondant à 9 % (15 % en 2005) du montant titrisé.

(en millions de dollars)	2006 au 25 mars 2006	2005 au 31 décembre 2005
Créances sur cartes de crédit	1 193 \$	1 257 \$
Montrant titrisé	(1 065)	(1 010)
Créances sur cartes de crédit, montant net	128 \$	247 \$

Au premier trimestre de 2006, la Banque PC a restructuré son programme de titrisation de créances sur cartes de crédit. Eagle Credit Card Trust (« Eagle »), fiducie indépendante constituée précédemment, a émis des billets de premier rang et de second rang de cinq ans, d'un montant de 500 millions de dollars, assortis d'un taux d'intérêt moyen pondéré de 4,5 % pour financer l'achat de créances sur cartes de crédit titrisées antérieurement par la Banque PC par l'entremise d'une fiducie indépendante. Les billets de second rang constituent un soutien au crédit pour les billets qui ont un rang supérieur. La Banque PC continuera de gérer les créances sur cartes de crédit au nom de Eagle, mais elle ne touchera pas de rémunération pour la gestion de celles-ci et conserve des droits dans les créances titrisées correspondant aux droits sur les rentrées futures une fois que les obligations envers les investisseurs auront été remplies. La restructuration du portefeuille a donné lieu à une perte nette minime.

Note 8. Avantages sociaux futurs

Le coût net total au titre des prestations de retraite de la société comptabilisé dans le bénéfice d'exploitation s'élève à 35 millions de dollars (22 millions de dollars en 2005) pour le premier trimestre. Le total du coût net des régimes comprend les coûts au titre des régimes de retraite à prestations déterminées et autres régimes, des régimes de retraite à cotisations déterminées et des régimes de retraite interentreprises de la société.

Note 9. Capital-actions ordinaire

(en millions)	2006 12 semaines	2005 12 semaines
Nombre réel d'actions ordinaires en circulation	274,1	274,3
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation	274,1	274,3

Note 10. Rémunération à base d'actions

Le coût de rémunération de la société constaté dans le bénéfice d'exploitation relativement à son régime d'options sur actions de même qu'aux contrats à terme de capitaux propres connexes et au régime d'unités d'actions temporairement inaccessibles se répartit comme suit :

(en millions de dollars)	2006 12 semaines	2005 12 semaines
Charge au titre du régime d'options sur actions	1 \$	6 \$
Gain sur les contrats à terme de capitaux propres	(1)	(3)
Coût du régime d'unités d'actions temporairement inaccessibles	3	2
Coût net de la rémunération à base d'actions	3 \$	5 \$

Régime d'options sur actions Au premier trimestre de 2006, la société a versé une somme de 0,4 million de dollars (25 millions de dollars en 2005) au titre de la plus-value d'actions à l'exercice de 26 521 options sur actions (670 445 en 2005). De plus, 17 886 options sur actions (17 762 en 2005) ont été perdues par défaut ou annulées. Au cours du premier trimestre de 2006, la société, aux termes de son régime actuel d'options sur actions, a attribué 48 742 options sur actions (2 152 252 en 2005) à un prix d'exercice de 54,71 \$ (69,63 \$ en 2005) l'action ordinaire.

À la fin du premier trimestre, la société avait au total 5 309 757 options sur actions en cours (5 805 003 en 2005), représentant environ 1,9 % (2,1 % en 2005) de ses actions ordinaires émises et en circulation, ce qui était tout à fait conforme à la directive de 5 % de la société. Le cours du marché par action ordinaire de la société à la fin du premier trimestre était de 56,61 \$ (72,68 \$ en 2005).

Régime d'unités d'actions temporairement inaccessibles Au premier trimestre de 2006, la société a attribué à 231 employés 644 712 unités d'actions temporairement inaccessibles aux termes de son régime actuel d'unités d'actions temporairement inaccessibles.

Profil de la société

Les Compagnies Loblaw limitée (« Loblaw » ou la « société ») est la plus grande entreprise de distribution alimentaire, et l'un des plus importants détaillants de marchandise générale, de services de pharmacies et de services et produits financiers au Canada. Par l'intermédiaire de ses différentes bannières, Loblaw s'engage à regrouper sous un même toit une offre destinée aux Canadiens qui recherchent tout ce qu'il y a de mieux pour combler leurs besoins en matière de produits d'alimentation et d'articles ménagers courants. Cet objectif est possible grâce à son portefeuille de magasins de modèles variés à l'échelle du Canada. Loblaw jouit d'une réputation enviable pour la qualité, l'innovation et la valeur ajoutée de ses produits d'alimentation. Elle possède également le programme de marques contrôlées le plus solide au Canada, notamment ses marques uniques *le Choix du Président* et *sans nom*.

Alors que l'alimentation demeure au cœur de ses activités, Loblaw a transformé les perceptions des Canadiens quant à l'image de ce que peut être un supermarché. Ses magasins offrent une vaste gamme de services et de produits pour satisfaire les besoins des Canadiens en matière d'articles ménagers courants qui connaissent une croissance et un succès constants. De plus, *les Services financiers le Choix du Président* comprennent des services bancaires de base, la populaire carte de crédit MasterCard^{MD}, des assurances habitation, auto, voyage et pour animaux domestiques *des Services financiers le Choix du Président* de même qu'un programme de fidélisation de points *PC*.

Loblaw s'efforce d'atteindre ses objectifs par une croissance stable, soutenue et à long terme. Sa volonté d'assumer des risques d'exploitation calculés est équilibrée par son engagement à maintenir un bilan solide. Pour réaliser ses stratégies, Loblaw déploie les ressources nécessaires pour investir dans ses marchés existants et y accroître sa pénétration. Elle poursuit également un programme dynamique de développement de produits et est très sélective dans ses acquisitions et ses possibilités d'affaires. Étant donné la nature concurrentielle de l'industrie, Loblaw mise constamment sur un milieu d'exploitation tout à la fois rentable et stable. Elle veille à ce que ses systèmes technologiques et sa logistique accroissent l'efficacité de son exploitation.

Marques de commerce

Les Compagnies Loblaw limitée et ses filiales sont propriétaires d'un certain nombre de marques de commerce. Plusieurs filiales sont des utilisateurs sous licence d'autres marques de commerce. Ces marques de commerce sont la propriété exclusive de Loblaw ou du concédant de licence et, lorsqu'elles sont mentionnées dans le présent rapport, elles figurent en italique.

Relations avec les investisseurs

Les actionnaires, les analystes de valeurs mobilières et les professionnels en placements sont priés d'adresser leurs demandes à M. Geoffrey H. Wilson, vice-président principal, relations avec les investisseurs et affaires publiques, au siège social de la société ou par courriel au investor@loblaw.ca.

Des informations supplémentaires ont été transmises par voie électronique à divers organismes de réglementation du commerce des valeurs mobilières au Canada par l'intermédiaire du Système électronique de données, d'analyse et de recherche (« SEDAR ») et au Bureau du surintendant des institutions financières (« BSIF »), organisme de réglementation principal de la Banque le Choix du Président, filiale de la société. La société procède à un appel d'analystes peu de temps après l'émission de ses rapports trimestriels. Ces appels sont archivés dans la section destinée aux investisseurs sur le site Web de la société.

This report is available in English.

Ce rapport est imprimé au Canada sur du papier recyclé

Les Compagnies Loblaw limitée

1 President's Choice Circle
Brampton, Canada
L6Y 5S5

Téléphone : (905) 459-2500

Télécopieur : (905) 861-2206

Loblaw

LES COMPAGNIES LOBLAW LIMITÉE

loblaw.ca